

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 28/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SNG

4 rue de l'Europe
Zone industrielle
44470 CARQUEFOU

Références : N5-2022-1117
Code AIOT : 0006301455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2022 dans l'établissement SNG implanté 4 rue de l'Europe Zone industrielle 44470 CARQUEFOU. L'inspection a été annoncée le 26/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du suivi des actions mises en oeuvre suite à la précédente visite réalisée en 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNG
- 4 rue de l'Europe Zone industrielle 44470 CARQUEFOU
- Code AIOT : 0006301455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Site réalisant des activités de traitement de surfaces, de galvanisation de pièces en acier et d'application de peintures.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Rejets atmosphériques
- Rétentions
- Moyens de lutte contre l'incendie

- Positionnement RSDE
- Dispositifs de sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recherche de micro-polluants – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 02/02/1998	/	Sans objet
2	Étanchéité des sols de l'atelier – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	/	Sans objet
4	Suivi des installations – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.1	/	Sans objet
6	Rejets atmosphériques – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	/	Sans objet
7	Classement SEVESO – Constat visite précédente	Autre du 01/04/2019, article R.511-11	/	Sans objet
8	Émissions de COV – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7	/	Sans objet
9	Classement ICPE – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 3.2	/	Sans objet
10	Surveillance des rejets atmosphériques - Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
11	Consignes d'exploitation – Constat visite précédente	Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 6	/	Sans objet
12	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	/	Sans objet
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Stockage sur rétentions – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II	/	Sans objet
5	Déclencheurs d'alarme en point bas – Constat visite précédente	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Recherche de micro-polluants – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance RSDE
<p>Prescription contrôlée : Par courrier du 02/10/2018, l'exploitant a été invité à engager une réflexion sur le sujet de la recherche de substances dangereuses dans l'eau : - confirmer les actions prises ou envisagées en vue de répondre aux demandes de l'IIC.</p> <p>Réponse du 08/01/2019 : « Nous allons caractériser les substances marquées en gras de la liste sectorielle n°21 correspondant au traitement et revêtement de surface en une analyse au cours du 1er trimestre 2019. Puis nous confronterons les émissions par rapport aux valeurs limites guides de l'arrêté du 24/08/2017. »</p> <p>Inspection du 14/04/2021 : Ce point n'a pas pu être abordé lors de la visite.</p> <p>L'exploitant précisera les actions mises en œuvre et transmettra le programme de surveillance mis à jour.</p> <p>Constats : Dans son courrier en réponse reçu le 28 mai 2021, l'exploitant indiquait être en cours de finalisation de l'analyse de la réglementation RSDE. Il s'engageait à intégrer les paramètres concernés lors du suivi de la qualité des eaux de rejet du 2nd semestre 2021.</p> <p>Le jour de l'inspection, le rapport INOVALYS n° D211201296 du 24/02/2022 a été consulté. Lors de cette campagne, l'ensemble des paramètres préconisés par l'arrêté du 24/08/2017 a été analysé.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas commenté les résultats. Ce commentaire, accompagné de la proposition du nouveau programme de surveillance est nécessaire.</p> <p>→ L'exploitant commente les résultats du rapport de suivi de la qualité des eaux de rejet susvisé. Il transmet également une proposition de nouveau programme de surveillance se basant sur ces résultats, en intégrant des nouveaux paramètres à suivre de manière pérenne, si nécessaire.</p>

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Étanchéité des sols de l'atelier – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Étanchéité des sols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bien qu'ayant été partiellement refaits en 2015, l'état des sols au niveau des installations de traitement de surfaces est détérioré à certains endroits, il se décolle par plaques entières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - proposer un plans d'actions pour : - remettre en état les zones détériorées, - étendre au-delà des cuves de traitement la réfection des sols, - pour maintenir en bon état l'étanchéité (nettoyages et contrôles réguliers). <p>Réponse du 08/01/2019 :</p> <p>« Le budget 2019 étant bouclé, nous engagerons une réfection des sols détériorés par « tranches » dans la zone de traitement de surfaces en utilisant des matériaux résistants à notre activité. »</p> <p>Inspection du 14/04/2021 :</p> <p>Des travaux importants au niveau de l'atelier de traitement de surfaces ont été entrepris (notamment au niveau de la structure métallique, de la toiture et de certaines parties des sols).</p> <p>Ceux-ci doivent se poursuivre dans les prochains mois. L'exploitant envisage, notamment, la mise en place d'un nouveau caniveau périphérique de récupération des égouttures, la création d'un accès sécurisé au sous-sol de l'atelier et la poursuite de la réfection des sols (avec résinage).</p> <p>D'autres travaux importants sont également programmés (remplacement de la cuve de fluxage, réfection du chemin de roulement des ponts roulants, remplacement de l'éclairage, mise en place des portes au niveau des accès de l'atelier, ...).</p> <p>Le phasage des différents chantiers est en cours de finalisation.</p> <p>L'exploitant transmettra le phasage des travaux programmés en 2021, intégrant, notamment, la réfection des sols.</p> <p>Constats : Dans son courrier en réponse reçu le 28 mai 2021, l'exploitant annonce que la réfection des sols autour des baignoires de l'atelier chimie sera réalisé pendant la période estivale de la même année.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a confirmé la réalisation de cette réfection, finalisée fin août 2021. Il a indiqué spontanément que des malfaçons ont été constatées et que des discussions avec le prestataire étaient en cours pour procéder à des réparations. Ces malfaçons (craquement du revêtement résiné) ont pu être constatées par l'inspection des installations classées.</p> <p>→ L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de reprise de ces malfaçons, une fois que les travaux ont été réalisés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Stockage sur rétentions – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des produits dangereux
Prescription contrôlée : Lors de la visite, il a été constaté la présence de liquide à l'intérieur de la double enveloppe du bain de décapage acide n°5 de l'installation de traitement de surfaces contenant de l'acide chlorhydrique à 32 %. L'exploitant a identifié ce point le 24/02/2021. Dans ces conditions, la rétention associée à ce bain n'est plus fonctionnelle. L'inspection des installations classées considère alors que ceci est une non-conformité majeure. Par message électronique du 23 avril 2021, l'exploitant précise qu'il procède actuellement au transfert des produits contenus dans cette cuve dans une autre cuve disposant d'une rétention. Les opérations doivent être terminées le 28 avril 2021. L'exploitant confirmera la réalisation des travaux permettant de placer sur rétention l'ensemble des bains de l'installation de traitement de surfaces. Il transmettra les documents justifiant la réparation de la cuve concernée. Au vu de la réactivité de l'exploitant suite à la visite, l'inspection des installations classées ne propose pas d'arrêté préfectoral de mise ne demeure sur ce point.
Constats : Dans son courrier en réponse reçu le 28 mai 2021, l'exploitant indiquait que le bain de décapage a été vidé et que les réparations ont été effectuées. Il précise que la reprise de l'utilisation du bain ne serait réalisée qu'une fois le test d'épreuve, prévue en août 2021, serait fait. Le jour de l'inspection, il précise que le test d'épreuve, réalisé en interne, a confirmé la bonne réalisation des réparations. Depuis, le bain a été réintégré au process du site, sans que le constat de liquide dans la double-enveloppe n'ait été réitéré depuis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Suivi des installations – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 13.1
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement des sécurités associées aux installations
Prescription contrôlée : En application de l'AP du 21/06/2002 et de l'AM du 30/06/2006, l'exploitant doit s'assurer du bon état des installations de traitement de surfaces (cuves de traitement, stockages, rétentions, canalisations, ...) et du bon fonctionnement des sécurités associées (déclencheurs d'alarme en point bas, ...). Lors de la visite, l'exploitant a précisé que ces contrôles étaient réalisés lors des arrêts pour maintenance. Cependant, les documents présentés ne permettent pas de s'assurer de l'effectivité des contrôles (date de réalisation, points contrôlés, résultats des contrôles). L'exploitant mettra en place, pour les installations de traitement de surfaces, un suivi détaillé des contrôles réalisés permettant de justifier le bon état des installations et le bon fonctionnement des sécurités et asservissements.
Constats : Dans son courrier en réponse du 28 mai 2021, l'exploitant s'engageait, pour juillet 2021, à créer la liste des équipements et des activités ayant un impact sur l'environnement et mettre en place un suivi détaillé des contrôles réalisés afin de justifier du bon fonctionnement des sécurités. Le jour de l'inspection, il a indiqué que cette liste et le suivi sont directement effectués au niveau de leur logiciel de GMAO mais n'a pas pu en présenter une extraction. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une extraction du logiciel de GMAO de la liste des équipements et du suivi réalisé sur les sécurités, permettant de justifier le bon fonctionnement des installations. Il précise, si ce n'est pas indiqué sur le document, la périodicité de contrôle de chacun des équipements.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Déclencheurs d'alarme en point bas – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclencheurs d'alarme en point bas dans les rétentions
Prescription contrôlée : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que suite à la réalisation de travaux au niveau des structures de l'atelier principal, il a été dans l'obligation de démonter les déclencheurs d'alarme en point bas mis en place au niveau des rétentions, notamment, au niveau de la double-enveloppe de certaines cuves de traitement. Des travaux de remise en conformité sont programmés lors de l'arrêt estival pour maintenance (avec mise en place de gaines techniques spécifiques). Il a alors mis en place des contrôles spécifiques afin de s'assurer de l'absence de produits liquides dans la double-enveloppe. L'exploitant doit remettre en conformité ses installations dans les meilleurs délais. Il précisera l'échéancier de travaux. Dans l'attente de la réalisation des travaux correspondants, les contrôles spécifiques seront maintenus et leurs résultats tracés.
Constats : Dans son courrier en réponse du 28 mai 2021, l'exploitant indiquait que les déclencheurs d'alarme en point bas seraient réintégrés avant la réfection des sols prévue pendant l'été. Un suivi spécifique serait effectué en attendant pour s'assurer de l'absence de liquide dans les rétentions jusqu'à achèvement des travaux de remise en conformité. Le jour de l'inspection, il a confirmé la bonne réintégration des déclencheurs d'alarme en point bas sur chacun des bacs de traitement. Il a précisé qu'un test hebdomadaire de ce dispositif est réalisé par un opérateur de la maintenance et qu'un contrôle visuel journalier est effectué au niveau des regards de la double-enveloppe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Rejets atmosphériques – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques des installations de galvanisation
Prescription contrôlée : En préalable à la visite, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisés en juillet 2020. Pour les rejets des installations de galvanisation, il est constaté que le contrôle n'a été réalisé que dans un seul mode de fonctionnement : le fonctionnement avec un débit d'aspiration plus important lors des phases d'immersion des pièces dans le bain de zinc n'a pas été pris en compte. L'exploitant doit veiller à ce que les contrôles des rejets atmosphériques soient réalisés dans les conditions représentatives intégrant les différents modes de fonctionnement des installations. Lors du fonctionnement contrôlé, le débit gazeux était de l'ordre de 21 467 m ³ /h et la vitesse de rejet de 5,9 m/s. L'exploitant doit mettre en place des actions de mise en conformité des installations concernées avec la vitesse minimale d'éjection fixée à l'article 57 de l'AM du 02/02/1998. Il précisera les dispositions prises en ce sens.
Constats : Dans son courrier en réponse du 28 mai 2021, l'exploitant s'engageait à intégrer les 2 modes de fonctionnement de l'aspiration lors de la prochaine campagne de contrôle des rejets atmosphériques des installations. Le jour de l'inspection, le rapport APAVE n°21377413-1-Version du 04/11/2021 a été présenté. Il est constaté dans ce rapport que les deux modes de fonctionnement du bain de galvanoplastie (25 Hz et 50 Hz) sont pris en compte. Pour le mode dit de "repos" (25 Hz), la vitesse d'éjection est de 6 m/s pour un débit de 21 500 m ³ /h. Pour le mode dit d'"immersion" (50 Hz), la vitesse d'éjection est de 14 m/s pour un débit de 50 500 m ³ /h. Durant la phase de repos, la vitesse d'éjection est en non-conformité avec l'article 57 de l'AM du 02/02/98 (vitesse d'éjection minimale de 8m/s si débit supérieur à 5000 m ³ /h). Néanmoins, l'exploitant a indiqué avoir changé son système d'aspiration entre temps. La prochaine campagne de contrôle des rejets atmosphériques est prévue avant la fin de l'année 2022. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des rejets atmosphériques réalisé au titre de l'année 2022 dès réception de celui-ci. En cas de non-conformité, notamment sur la vitesse d'éjection, il propose un plan d'actions avec échéancier de mise en oeuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Classement SEVESO – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2019, article R.511-11
Thème(s) : Situation administrative, Classement SEVESO
Prescription contrôlée : Lors de la visite, l'exploitant a présenté l'inventaire des produits dangereux présents sur le site pouvant être pris en compte dans le classement SEVESO du site. Celui-ci précise, pour chaque substance ou mélange dangereux, les mentions et catégories de dangers associées. En appliquant la règle de cumul, l'exploitant a estimé la somme Sc associée aux dangers pour l'environnement à 0,975 (avec une contribution importante du bain de fluxage et du bain de dézinguage). L'inspection des installations classées a alors précisé que les déchets dangereux susceptibles d'être entreposés sur le site devaient également être pris en compte (déchets de peintures, de traitement, ...) dans le calcul et que l'exploitant devait être vigilant aux quantités stockées afin de ne pas dépasser le seuil de classement SEVESO par la règle de cumul. L'exploitant intégrera dans son inventaire les quantités de déchets dangereux susceptibles d'être entreposés sur le site et s'assurera que les quantités susceptibles d'être figurant dans le tableau sont les quantités maximales quelle que soit les opérations réalisées (y compris lors du montage des bains). Il transmettra le tableau complété.
Constats : Dans son courrier en réponse reçu le 28 mai 2021, l'exploitant s'engageait à mettre en place une organisation permettant de s'assurer de ne pas dépasser le seuil de classement SEVESO par la règle de cumul. Un tableau de classement actualisé a été transmis à l'inspection le 14 juin 2021. Le calcul de la règle de cumul pour le classement SEVESO a également été transmis. Ce calcul est égal à 0.995 (pour un classement SEVESO seuil bas à partir de 1). Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que pour ne pas avoir, ponctuellement, cette valeur réhaussée, l'ensemble des déchets issus des bains de décapage sont évacués avant re-remplissage de ces bains. → L'exploitant mène une réflexion sur les contraintes qu'engendreraient le classement du site SEVESO seuil bas par la règle de cumul. Il transmet à l'inspection des installations classées un document permettant de contextualiser ces contraintes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Émissions de COV – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7
Thème(s) : Produits chimiques, Substances à mentions de danger H340, H350...
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans le plan de gestion des solvants pour l'année 2020, l'exploitant précise qu'il met en œuvre un solvant portant la mention de danger H360D (acétate de 2 méthoxypropyle). Dans la déclaration GERE 2019, il précise également qu'un solvant portant la mention de danger H350 (sans mentionner lequel) est rejeté. L'exploitant doit envisager la substitution de ces deux substances dans les meilleurs délais. Le cas échéant, il justifiera l'impossibilité de les remplacer et réalisera alors un contrôle spécifique de ces rejets permettant de justifier le respect des valeurs limites d'émission associés imposées par arrêté ministériel.
Constats : Dans son courrier en réponse reçu le 28 mai 2021, l'exploitant indiquait avoir sollicité les fournisseurs de peintures afin de substituer celle portant la mention de dangers H360D. Néanmoins, aucun commentaire n'a été fait concernant le produit portant la mention de dangers H350. Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé qu'un des deux produits n'est plus utilisé sur le site, sans réussir à préciser lequel des deux. Pour le second, il a indiqué que la substitution n'était pas possible, sans le justifier. → L'exploitant précise quel produit n'est plus utilisé (relatif à quelle mention de dangers) et justifie l'impossibilité de substituer le second. Il a été constaté lors de la visite du local de stockage des peintures que le produit Interthane 990 et Intergard 276 portent le pictogramme CMR. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les Fiches de Données de Sécurité (FDS) de chacun de ces produits. S'ils comportent les mentions de dangers visées par l'obligation de substitution, il joint également un plan d'actions avec échéancier de mise en oeuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Classement ICPE – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 3.2
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Prescription contrôlée : La nomenclature des ICPE a été modifiée à plusieurs reprises ces derniers mois : notamment par le décret n°2019-292 du 09 avril 2019 (rubrique n°2565), le décret n°2020-559 du 12 mai 2020 (rubrique n°2940) et le décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019 (création de la rubrique n°1978). Ces modifications impactent le classement ICPE du site. L'exploitant sollicitera, pour les rubriques modifiées ou créées, le bénéfice des droits acquis en application des articles L.513-1 et R.513-1 du code de l'environnement et transmettra le classement ICPE mis à jour.
Constats : Dans son courrier en réponse reçu le 28 mai 2021, l'exploitant indique qu'il procèdera à la mise à jour des rubriques ICPE et sollicitera, via un Porter à Connaissance, le bénéfice des droits acquis. Ce Porter à Connaissance a été transmis par courrier le 14 juin 2021. Plusieurs échanges ont eu lieu entre temps, le dernier datant du 10 septembre 2021 demandant à l'exploitant de procéder à la déclaration de son activité au titre de la rubrique n°2560 avant que le nouveau tableau de classement puisse être acté par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé à cette déclaration. Il semblerait que le calcul, refait récemment, démontre l'absence de classement au titre de cette rubrique sur le site. → L'exploitant justifie, par la transmission de la puissance totale installée des machines concernées par la rubrique n°2560 - Travail mécanique des métaux, le classement du site vis à vis de cette rubrique. Si la puissance est supérieure à 150 kW mais inférieure à 1000 kW, il procède à la déclaration via le cerfa n°15271*03 prévu à cet effet transmis aux services de la préfecture.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Surveillance des rejets atmosphériques - Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques – Juillet 2020 ne précise pas le débit mesuré au niveau du rejet associé aux brûleurs à gaz. L'exploitant analysera ce point. Un seul des 4 rejets des installations de meulage a été contrôlé. L'exploitant procédera au contrôle de l'ensemble des rejets associés aux installations de meulage. Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques – Juillet 2020 fait état de plusieurs non-conformités concernant les modalités de contrôle (respect de la norme de prélèvement). L'exploitant analysera les non-conformités et établira un plan d'actions de remise en conformité.
Constats : Dans son courrier en réponse reçu le 28 mai 2021, l'exploitant indique procéder à l'analyse de l'absence du débit mesuré lors des prochaines campagnes, intégrer les 4 points de rejets au niveau des box de meulage et analyser les non-conformités afin d'établir un plan d'actions de remise en conformité. La consultation du rapport visé précédemment dans le rapport (APAVE n° 51377413-1-Version 2 du 04/11/2021) confirme l'absence de mesure de débit au niveau du brûleur de gaz. L'exploitant indique que l'organisme de contrôle a précisé que la mesure n'est pas possible, la trappe de prélèvement n'étant pas normalisée. → L'exploitant mène une étude afin de normaliser la trappe de prélèvement au niveau du rejet des brûleurs gaz. Le cas échéant, il justifie de l'impossibilité technique de mettre aux normes cet équipement. L'inspection a pu constater sur le rapport la prise en compte de l'ensemble des 4 box de meulage pour le contrôle. L'inspection des installations classées n'a pas de commentaire à apporter sur les résultats. Concernant les non-conformités, elles ne sont pas commentées par l'exploitant quant à l'incidence qu'elles peuvent avoir sur les mesures, et sur la possibilité de les lever. → L'exploitant apporte des commentaires sur les non-conformités de prélèvement soulevées par l'organisme de contrôle. Il justifie la non-nécessité de les lever, le cas échéant fournit un plan d'actions avec échéancier de mise en oeuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Consignes d'exploitation – Constat visite précédente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2002, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Lors de la visite, l'IIC a rappelé que des consignes d'exploitation doivent être établies pour les installations de traitement des rejets atmosphériques des installations de galvanisation. Outre une description des installations, elles doivent, notamment, préciser : <ul style="list-style-type: none">- les paramètres suivis pour s'assurer du bon fonctionnement de l'installation et des équipements associés ainsi que les modalités de suivi mises en place (périodicité de contrôle, enregistrement, alarmes, rondes, ...),- les opérations préparatoires menées, ainsi que les contrôles et maintenances prévus,- la conduite à tenir en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement ou d'un des équipements. Des consignes similaires doivent encadrer le fonctionnement des autres installations de traitement (traitement des rejets aqueux, des autres rejets atmosphériques, ...). L'exploitant rédigera des consignes d'exploitation des installations de traitement des rejets atmosphériques et aqueux du site ; celles ci seront présentées aux personnels concernés.
Constats : Dans le courrier en réponse reçu le 28 mai 2021, l'exploitant s'engageait à mettre en place les consignes visées ci-dessus. Le jour de l'inspection, il a indiqué que compte-tenu de la multiplicité des actions à mettre en oeuvre depuis la dernière visite, cette action n'a pu être réalisée pour le moment. Il s'est engagé à réaliser les consignes, et former les personnels concernés sous 1 an. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tous les justificatifs permettant d'apprécier la réalisation des consignes et la formation des personnels à la mise en oeuvre de celles-ci, dès qu'elles sont mises en place.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : Le jour de l'inspection, par manque de temps, le rapport de vérification des installations électriques réalisé sur l'année 2022 n'a pu être consulté. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des installations électriques ainsi que le rapport Q18. Il présente un plan d'actions avec échéancier de mise en oeuvre en cas de non-conformités.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que seuls des extincteurs sont présents sur le site. Par manque de temps, le rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie n'a pu être consulté. → L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le rapport de vérification des moyens de lutte contre l'incendie établi au titre de l'année 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet